

Politique. La ministre de l'Éducation nationale se rend à l'école publique Littré aujourd'hui

La ministre Oudéa-Castéra tente d'éteindre la polémique

AU COEUR d'une polémique liée à la scolarisation de ses enfants, la ministre de l'Éducation Amélie Oudéa-Castéra, doit se rendre aujourd'hui à l'école publique Littré - d'où elle avait retiré son fils aîné pour le mettre dans le privé -, dans l'espoir d'éteindre la première crise du gouvernement Attal.

La visite aura lieu « en fin de matinée », « pour aller à la rencontre des professeurs et l'équipe dirigeante de l'établissement, et échanger avec eux », a-t-on précisé dans l'entourage de la ministre.

Depuis vendredi, soit à peine installée dans ses nouvelles fonctions, Amélie Oudéa-Castéra est obligée de se justifier sur l'inscription de ses trois fils à l'école Stanislas, prestigieux établissement privé des beaux quartiers de la capitale.

Une provocation pour les syndicats

Un choix motivé par « des paquets d'heures pas sérieusement remplacés » dans le public, avait-elle expliqué vendredi lors de son premier déplacement. Des propos vécus comme une provocation par les syndicats, au point qu'Amélie Oudéa-Castéra a aussitôt battu sa coulpe, disant « regretter » d'avoir « pu blesser certains enseignants ».

Mais la deuxième salve n'a pas tardé : dimanche soir, le journal *Libération* a mis à mal la défense de la ministre, contredite par une ex-enseignante. Celle-ci a démenti l'absence de professeurs invoquée par Mme Oudéa-Castéra pour avoir mis son fils aîné dans le privé après quelques mois en petite section de maternelle dans une école publique du 6^e arrondissement de Paris.

Cette enseignante - aujourd'hui à la retraite - a indiqué que les parents voulaient que leur fils saute une classe, un souhait auquel cette école maternelle publique, du nom de Littré, s'était opposée.

Des révélations dont se sont saisies les oppositions. « C'est un mensonge qui la disqualifie pour continuer à occuper cette fonction », a ainsi affirmé l'insoumis Manuel Bompard sur *franceinfo*,

tandis que le communiste Fabien Roussel a estimé sur le réseau social X qu'« il est temps de démissionner ».

Dans une lettre à la ministre publiée par *Libération* lundi soir, des parents d'élèves ou anciens élèves de l'école Littré défendent cet établissement et critiquent des propos « généraux », « réducteurs » et « stigmatisants ». Ils font part de leur « plus profond attachement à l'école de la République et notamment à notre école Littré, si injustement mise en cause pour les besoins de votre situation personnelle et individuelle ».

« Blessés et humiliés »

Lors d'un déplacement au village olympique de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) hier matin, Amélie Oudéa-Castéra, qui est également ministre des Sports et des Jeux Olympiques, a déclaré ne pas vouloir « aller plus avant sur le terrain de la vie personnelle et de la vie privée ». « Il y a des attaques auxquelles j'ai essayé de répondre avec le plus de sincérité possible. Il faut clore ce chapitre des attaques personnelles et de la vie personnelle », a-t-elle dit.

Appel à la grève

« Tous les enseignants se sont sentis blessés, humiliés », a déclaré Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, premier syndicat du second degré, après son rendez-vous hier. La FSU a « coupé court à la réunion ». Les syndicats ont appelé à des grèves le 25 janvier et le 1^{er} février.



« Il faut clore ce chapitre des attaques personnelles et de la vie personnelle », a déclaré Amélie Oudéa-Castéra hier.

